

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Sondage Ipsos / SIG post-attentats

NB : ces résultats doivent être pris avec précautions :

- *il y a beaucoup de colère dans l'opinion (et pour certains de la vengeance) qui modifie les réponses ;*
- *certaines ventilations de ce sondage paraissent étranges : notamment quasi aucun clivage CSP+ / - alors que les premières observations qualitatives montrent l'inverse.*

1. Toutes les mesures envisagées bénéficient d'un très large soutien de l'opinion.

- la prolongation de l'état d'urgence pour 3 mois : 79%
- l'instauration du contrôle aux frontières : 86%
- la création de 5.000 postes supplémentaires de policiers et de gendarmes, de 2.500 dans la justice et 1.000 dans les douanes : 89%
- l'assouplissement des conditions de légitime défense pour les policiers : 81%
- l'accélération de la déchéance de la nationalité française en cas de double nationalité : 77%
- la fermeture des mosquées/salles de prières salafistes : 79%
- l'expulsion des imams radicaux : 92%
- la dissolution des associations qui incitent à la haine : 89%
- le durcissement des peines pour le trafic d'armes : 89%
- l'intensification des frappes en Syrie dans les semaines à venir : 74%
- à noter que « la révision de la constitution pour donner un statut juridique à la guerre contre le terrorisme » est approuvé à 76% : le résultat est très différent du sondage Odoxa, mais la question laisse ici clairement percevoir l'objectif (laissant même entendre que c'est une condition pour mener la guerre contre le terrorisme). Il faudrait pouvoir continuer à faire entendre cet argument.

2. Les Français sont même prêts à aller plus loin : ils ne posent pas de limites à ce stade – sans pour autant exclure que des débats voient le jour plus tardivement.

- restreindre la liberté d'opinion sur Internet en cas de propagation des idées djihadistes : 94%
- généraliser les écoutes téléphoniques sans accord préalable d'un magistrat : 82%
- pouvoir perquisitionner des domiciles sans accord préalable d'un magistrat : 87%
- pouvoir mener des interrogatoires de suspects sans l'assistance d'un avocat : 78%
- permettre l'assignation à résidence des personnes identifiées par des fiches S : 93%
- regrouper et interner des personnes identifiées par des fiches S : 83%

3. La manière dont le PR et le gouvernement ont géré la phase d'attentats est largement approuvée.

70% estiment que « *d'une manière générale, François Hollande et le gouvernement ont bien géré les attentats* », dont 61% des sympathisants de droite et 46% des sympathisants FN.

Testés individuellement :

- le PR a « *bien réagi* » pour 70%. Il recueille très peu de « sans avis », a clairement été vu comme en première ligne.
- le PM a « *bien réagi* » pour 64% des Français. Il recueille peu de critiques (seuls 15% jugent qu'il a « *mal réagi* ») mais n'a pas été vu comme en première ligne : 21% jugent qu'ils ne sont « *pas assez informés pour se prononcer* ».
- B. Cazeneuve a été beaucoup moins visible : 49% estiment qu'il a « *bien réagi* », 38% n'ont pas d'avis, 13% sont critiques.

Dans l'opposition :

- Nicolas Sarkozy est vu comme ayant bien réagi pour 47% (mais le début du terrain était avant la polémique de mercredi sur l'attitude de la droite). 24% ne se prononcent pas.
- Marine Le Pen a bien réagi pour 30%, alors que 38% se disent insuffisamment informés.

4. Ce soutien (qui a les traits d'un réflexe d'unité derrière le « commandant en chef ») pourrait cependant être plus complexe.

⇒ On observe dans les éléments qualis un glissement sémantique opéré autour du terme de guerre, qui nous a fait basculer dans une autre dimension où le rapport au risque et à la sécurité est reconfiguré.

Certains chiffres le confirment : 75% jugent que « *nous sommes effectivement en guerre* », contre 25% seulement qui estiment « *qu'il est exagéré de parler de guerre* ». Personne ne doute de la détermination du couple exécutif à combattre Daesh (78%), et 70% estiment que « *nous gagnerons cette guerre* ».

⇒ Mais tout en soutenant l'exécutif et en montrant leur désir « d'union nationale », les Français jugent les critiques de l'opposition justifiées : les réserves émises par NS et MLP sur l'action gouvernementale de lutte contre le terrorisme sont jugées « *plutôt justifiées* » à 57%.

Certes, ils jugent aussi ces critiques « *prématurées* » (56%). Mais ce n'est pas un refus de fond. Simplement l'idée qu'il ne faut pas aujourd'hui entraver l'action.

La confiance pour l'avenir s'en ressent : 50% font « *confiance au couple exécutif pour prendre dans les semaines et mois qui viennent les bonnes décisions face aux attentats survenus vendredi dernier à Paris* ». C'est un niveau inférieur de 20 points à l'approbation de notre réponse jusqu'à présent ; mais également inférieur au crédit accordé au gouvernement avant les attentats : dans le baromètre de l'action gouvernementale il y a 10 jours, 66% des Français disaient approuver l'action du gouvernement pour lutter contre le terrorisme.

⇒ L'opinion revisite ainsi ce qu'il s'est passé : alors que jusqu'à la semaine dernière elle n'avait que peu de critiques sur notre action de sécurité et de lutte contre le terrorisme, elle en redécouvre aujourd'hui. Seuls 26% considèrent que le gouvernement a « *fait tout ce qu'il pouvait faire pour éviter ce type d'attentat* ». 49% estiment que le gouvernement n'a « *pas fait tout ce qu'il pouvait faire, même si des attentats de ce type ne peuvent pas être évités* » ; 25% nous en tiennent plus directement responsables encore en pensant que des mesures appropriées prises en amont auraient évité ces attentats.

⇒ Conséquence d'une confiance mesurée pour l'avenir, la crédibilité pour mener cette guerre reste relativement éparpillée. Alors que les Français ont bien vu qu'il n'y avait qu'un seul chef de guerre, *la personnalité jugée la plus crédible sur les questions de terrorisme est Marine Le Pen (21%), devant François Hollande (20%), Nicolas Sarkozy (17%), puis Manuel Valls (10%)*.

Pour un tiers des Français, *aucune de ces personnalités* n'est crédible sur le sujet (à noter : A. Juppé n'est pas testé).

Le cumul des scores PR/PM dépasse largement les autres chefs de partis, mais la figure d'un commandant en chef incontesté ne semble pas surgir à ce stade.

5. Parmi les autres résultats

- 60% des Français s'estiment « plutôt bien informés » sur l'état d'urgence.
- 43% disent avoir peur « *pour eux-mêmes* » mais 65% « *pour sa famille ou ses proches* ».
- 70% estiment que « les Français peuvent être de véritables acteurs de la lutte contre le terrorisme » et 83% sont d'accord avec « *ceux qui pensent que sans une plus grande vigilance des individus, les pouvoirs publics ne peuvent pas lutter efficacement contre le terrorisme* ».
- 86% se disent ainsi prêts à « signaler aux pouvoirs publics les contenus délictueux sur internet », 63% à « s'engager dans une association par exemple d'aide aux victimes », et même 33% à « devenir réserviste ».
- Enfin 86% estiment que nous sommes en guerre « *contre le terrorisme jihadiste seulement* » et 13% « *contre l'Islam en général* » (dont 39% des électeurs FN). Mais cela ne dit rien du *lien de continuité* qui existe dans les têtes entre Islam et terrorisme (tout comme entre migrants et terrorisme) : on voit notamment dans les observations qualitatives une importante poussée anti-immigrés et islamophobe (nous la préciserons avec des mesures complémentaires).

Adrien ABECASSIS